

Nogaro : séance du Conseil départemental du 23 juin 2016

Autres dossiers importants : « solidarité foie gras » etc. (dernier article)



Nogaro : séance du Conseil départemental du 23 juin 2016

Parmi les dossiers importants examinés lors de la séance du 23 juin 2016 du Conseil départemental (CD) au Nogaropôle, figure notamment le plan « solidarité foie gras ». Philippe Martin, président du CD, relève que le département a œuvré dès le début de la crise pour que « les solutions proposées par les pouvoirs publics répondent aux attentes d'une filière traumatisée par une crise sanitaire qui n'a pas de précédent dans le Gers ».

Le plan « solidarité foie gras » constitue un effort important, « supérieur à la plupart de ceux des autres départements concernés ». Le président du CD en égrène les principes :

un formulaire et une procédure simples,

un dispositif largement accessible, « avec un taux de spécialisation abaissé à 50 %,

une aide directe, non-remboursable, complémentaire au plan de l'État et de la Région, qui ne viendra pas en déduction des financements provenant des autres partenaires.

Une centaine de dossiers sont déjà à l'instruction et une commission fera le point à la fin de cet été. Si le nombre de dossiers présenté était plus faible qu'attendu, des dossiers actuellement non-éligibles à ces aides pourraient le devenir.

Très haut débit (THD) Internet

Jean-Pierre Salers, membre de la Commission des territoires et de la croissance verte, fait le bilan actuel du déploiement du THD dans le Gers. Au 23 juin, 72 sous-répartiteurs et 53 villages sont équipés. Ces derniers le sont au rythme de deux par semaine. S'agissant du Wi-Fi, 103 relais sont déployés. La couverture du Gers sera réalisée en mai 2017. En 2020, 70 % des foyers seront desservis par la fibre optique. « Tous ceux qui voudront le THD l'auront ». Entre 2010 et 2020, l'investissement aura été de 1 million d'euros par mois. Le déploiement a commencé par les zones économiques. Selon Philippe Martin, sans le plan « Gers numérique », seul Auch aurait relié rapidement au THD : ce plan permet de rétablir l'égalité républicaine sans tenir compte du critère de rentabilité. À noter que Philippe Martin se dit étonné que l'intercommunalité de Mirande ne souhaite pas le rattachement de Miélan au THD.

Aide sociale à l'enfance

Chantal Dejean-Dupebe, de la Commission solidarité, remarque que l'aide à l'enfance a explosé : de 16 millions en 2012, elle est passée à 21 millions en 2015. Cette aide concerne, entre autres, 38 mineurs étrangers isolés. De plus, il y a le placement de jeunes enfants pour violences familiales.

Insertion

Selon Philippe Martin, le Fonds social européen au titre de l'insertion a été divisé par trois. Les crédits prévus sont de 422 994 euros. Hélène Rozis-Lebreton estime que le niveau département joue un rôle central dans l'insertion des demandeurs d'emploi.

Sécurité routière

Philippe Dupouy, président de la Commission routes et mobilité, précise que 40 millions d'euros ont été investis sur l'axe passant par Vergoignan. Xavier Ballenghien, président du groupe d'opposition demande de ne pas oublier la RN21.

Transport à la demande

Philippe Martin demande comment dynamiser le transport à la demande. Il répond : « en l'intégrant dans le schéma d'accessibilité » pour traiter la mobilité des personnes vivant à l'écart des transports en commun, peu nombreux dans le Gers. Valérie Manissol, de la Commission solidarité, estime que le transport à la demande serait dans la logique pour garder les personnes âgées chez elles et leur permettre d'en sortir. Robert Frairet, de la Commission des territoires et de la croissance verte, estime que c'est une compétence Région, alors que c'est de l'assistance à la personne. Philippe Martin remarque qu'il s'agit de services très déficitaires, équilibrés par les fonds publics (51 215 euros pour 2015).



Le Conseil départemental s'installe



Jean-Pierre Salers



Bernard Gendre, membre de la Commission collèves et jeunesse



Philippe Dupouy



Xavier Ballenghien, membre de la Commission routes et mobilité



Gisèle Biémouret, présidente de la Commission solidarité



Valérie Manissol, membre de la Commission solidarité



Chantal Dejean-Dupebe, déléguée à l'aide à l'enfance de la Commission solidarité



Hélène Rozis-Lebreton, déléguée à l'insertion de la Commission solidarité



Vincent Gouanelle, membre de la Commission des territoires et de la croissance verte



Lydie Toison, vice-présidente de la Commission des territoires et de la croissance verte



Charlette Boué, membre de la Commission collèves et jeunesse



Robert Frairet